



CHAPITRE 23

Loi favorisant le développement industriel
au moyen d'avantages fiscaux

[Sanctionnée le 8 avril 1971]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consente-
ment de l'Assemblée nationale du Québec,
décrète ce qui suit:

S.R., c.
67, a. 16a,
mod.

1. L'article 16a de la Loi de l'impôt
sur les corporations (Statuts refondus,
1964, chapitre 67), édicté par l'article 1
du chapitre 28 des lois de 1968, est
modifié:

a) en remplaçant le sous-paragraph e
du paragraphe 1 par les suivants:

« investis-
sement »:

« c) « investissement »: la somme des
montants d'argent qui ont été investis
par une compagnie dans une entreprise
de fabrication ou de transformation, au
cours d'une de ses années financières,
pour la construction ou l'agrandissement
d'usines ou de manufactures ou l'achat
de machinerie, d'outillage ou d'équipe-
ment neufs destinés à l'exploitation d'usi-
nes ou de manufactures, dans la mesure
admise par les règlements mais unique-
ment à l'égard de la partie de cette somme
qui excède \$50,000 si ces montants ont
été investis au cours de la période com-
mençant le 1^{er} avril 1968 et se terminant
le 31 mars 1971 et, si ces montants ont
été investis au cours de la période com-
mençant le 1^{er} avril 1971 et se terminant
le 31 mars 1974, à l'égard de la totalité
de la somme ainsi investie, jusqu'à con-
currence de \$10,000,000, pourvu toutefois
que la somme ainsi investie soit d'au
moins \$150,000;

« zones »:

« d) « zone I », « zone II » ou « zone
III » suivant le cas: toute partie du terri-

CHAPTER 23

An Act to promote industrial development
through fiscal advantages

[Assented to 8th April 1971]

HER MAJESTY, with the advice and
consent of the National Assembly of
Québec, enacts as follows:

1. Section 16a of the Corporation ^{R.S., c.}
Tax Act (Revised Statutes, 1964, chapter ^{67, s. 16a,}
67), enacted by section 1 of chapter 28 of ^{am.}
the statutes of 1968, is amended:

(a) by replacing paragraph c of subsec-
tion 1 by the following:

“(c) “investment”: the sum of the ^{“invest-}
amounts of money which have been ^{ment”;}
invested by a company in a manufacturing
or processing business, during any of its
financial years, for the construction or
extension of works or manufactories or
the purchase of new machinery, tools or
equipment for operating works or manu-
factories, to the extent allowed by the
regulations but solely with respect to
the portion of such sum which exceeds \$50,000
if such amounts were invested during the
period commencing on the 1st of April
1968 and ending on the 31st of March
1971, and if such amounts were invested
during the period beginning on the 1st of
April 1971 and ending on the 31st of
March 1974, with respect to the entire
sum so invested, up to \$10,000,000,
provided however that the sum so in-
vested is at least \$150,000;

“(d) “zone I”, “zone II” or “zone III”, ^{“zones”.}
as the case may be: any part of the ter-

toire du Québec qui est décrite à l'annexe comme zone I, zone II ou zone III. »;

b) en insérant, après le paragraphe 2, les suivants:

Déduction autorisée.

« 2a. Toute compagnie qui est engagée, dans le Québec, dans l'exploitation d'une entreprise de fabrication ou de transformation et qui fait un investissement visé au paragraphe a de l'article 2 de la Loi de l'aide au développement industriel du Québec (1971, chapitre 64) peut, si un certificat a été délivré à l'égard de cet investissement par le ministre de l'industrie et du commerce conformément au paragraphe 2b, déduire dans le calcul de son revenu net:

a) un montant égal à trente pour cent de cet investissement s'il a été fait dans la zone I au cours de la période commençant le 1^{er} avril 1971 et se terminant le 31 mars 1974,

b) un montant égal à cinquante pour cent de cet investissement s'il a été fait dans la zone II au cours de la période visée au paragraphe a, ou

c) un montant égal à cent pour cent de cet investissement s'il a été fait dans la zone III au cours de la période visée au paragraphe a.

Certificat requis.

« 2b. Une compagnie peut se prévaloir des avantages prévus au paragraphe 2a pourvu qu'un certificat ait été délivré en sa faveur par le ministre de l'industrie et du commerce, à l'effet que l'investissement à l'égard duquel elle réclame ces avantages est sujet à l'application du paragraphe a de l'article 2 de la Loi de l'aide au développement industriel du Québec; ce certificat doit mentionner si la compagnie fait les investissements qui lui donnent droit de se prévaloir des avantages prévus au paragraphe 2a dans la zone I, dans la zone II ou dans la zone III. »;

d) en insérant, dans la deuxième ligne du paragraphe 6, après les mots « en vertu », ce qui suit: « de la Loi sur les subventions au développement régional (Statuts du Canada, 1968/1969, chapitre 56) ou ».

S.R., c. 67, a. 38, mod.

2. L'article 38 de ladite loi, modifié par l'article 9 du chapitre 28 des lois de 1966/1967 et par l'article 2 du chapitre

ritory of the province of Québec described in the schedule as zone I, zone II or zone III.”;

(b) by inserting after subsection 2 the following:

“(2a) Every company which is engaged in the operation of a manufacturing or processing business in the province of Québec and which makes an investment contemplated in paragraph a of section 2 of the Québec Industrial Development Assistance Act (1971, chapter 64) may, if a certificate has been issued with respect to such investment by the Minister of Industry and Commerce in accordance with subsection 2b, in computing its net revenue, deduct:

Deduction authorized.

(a) an amount equal to thirty per cent of such investment if it was made in zone I during the period commencing on the 1st of April 1971 and ending on the 31st of March 1974,

(b) an amount equal to fifty per cent of such investment if it was made in zone II during the period contemplated in paragraph a, or

(c) an amount equal to one hundred per cent of such investment if it was made in zone III during the period contemplated in paragraph a.

“(2b) A company may avail itself of the advantages provided for in subsection 2a provided that a certificate has been issued to it by the Minister of Industry and Commerce that the investment with respect to which it claims such advantages is subject to the application of paragraph a of section 2 of the Québec Industrial Development Assistance Act; such certificate must mention whether the company is making the investments which entitle it to avail itself of the advantages provided in subsection 2a in zone I, zone II or in zone III.”;

Certificate required.

(d) by inserting after the word “under” in the second line of subsection 6 the following: “the Regional Development Incentives Act (Statutes of Canada, 1968/1969, chapter 56) or”.

2. Section 38 of the said act, amended by section 9 of chapter 28 of the statutes of 1966/1967 and by section 2 of

R.S., c. 67, s. 38, am.

28 des lois de 1968, est de nouveau modifié en ajoutant à la fin du paragraphe *i*, après le millésime « 1971 », ce qui suit: « ou au cours de la période commençant le 1^{er} avril 1971 et se terminant le 31 mars 1974 ».

chapter 28 of the statutes of 1968, is again amended by adding at the end of subparagraph *i* after the figure "1971", the following: "or during the period commencing on the 1st of April 1971 and ending on the 31st of March 1974".

S.R., c.
67, ann.,
aj.

3. Ladite loi est modifiée en ajoutant, après l'article 42, ce qui suit:

3. The said act is amended by adding after section 42 the following:

R.S., c.
67, sched.
added.

« ANNEXE

Zone I: Cette zone renferme tout le territoire du Québec qui n'est pas compris dans les zones II ou III.

Zone II: Cette zone renferme le territoire des municipalités suivantes: les municipalités de comté d'Arthabaska, Beauce, Bellechasse, Champlain, Charlevoix-Est, Charlevoix-Ouest, Compton, Dorchester, Drummond, Frontenac, Gatineau, Hull, Lévis, L'Islet, Lotbinière, Mégantic, Montmagny, Montmorency n° 1, Montmorency n° 2, Nicolet, Pontiac, Portneuf, Québec, Richmond, Sherbrooke, Stanstead, Saint-Maurice et Wolfe; la municipalité du comté de Labelle, moins les municipalités du village de Labelle, du canton de Joly, du canton de La Minerve, de La Conception, de Lac-Tremblay-Nord et la Macaza ainsi que la partie du canton de Labelle qui n'est pas organisée en municipalité locale; la municipalité du comté de Maskinongé, moins la municipalité de la paroisse de Saint-Didace ainsi que les cantons d'Angoulême, Chapleau, Houde, Kaine, Masson, Aubry, Laviolette, Créquy, Légaré, Villiers, Troyes et Boullé; la municipalité du comté de Papineau, moins les municipalités de Lac-des-Plages et du canton d'Amherst ainsi que la partie de la municipalité des cantons-unis de Suffolk et Addington située dans le canton d'Addington; la municipalité du comté d'Yamaska, moins les municipalités des villages de Saint-Michel et d'Yamaska-Est ainsi que des paroisses de Saint-David, Saint-Gérard-Majella et Saint-Michel d'Yamaska; la partie de la municipalité du comté d'Abitibi limitée à l'ouest par la ligne ouest des cantons de Gosselin, Douville, Buies, Provancher,

"SCHEDULE

Zone I: This zone comprises all the territory of the province of Québec not included in zone II or III.

Zone II: This zone comprises the territories of the following municipalities: the county municipalities of Arthabaska, Beauce, Bellechasse, Champlain, Charlevoix-East, Charlevoix-West, Compton, Dorchester, Drummond, Frontenac, Gatineau, Hull, Lévis, L'Islet, Lotbinière, Mégantic, Montmagny, Montmorency No. 1, Montmorency No. 2, Nicolet, Pontiac, Portneuf, Québec, Richmond, Sherbrooke, Stanstead, St. Maurice and Wolfe; the county municipality of Labelle, less the municipalities of the village of Labelle, the township of Joly, the townships of La Minerve, La Conception, Lac-Tremblant-Nord and La Macaza, and that part of the township of Labelle which is not organized as a local municipality; the county municipality of Maskinongé, less the municipality of the parish of St. Didace and the townships of Angoulême, Chapleau, Houde, Kaine, Masson, Aubry, Laviolette, Créquy, Légaré, Villiers, Troyes and Boullé; the county municipality of Papineau, less the municipalities of Lac-des-Plages and of the township of Amherst, and that part of the municipality of the united townships of Suffolk and Addington situated in the township of Addington; the county municipality of Yamaska, less the municipalities of the villages of St. Michel and Yamaska-East, and the parishes of St. David, St. Gérard-Majella and St. Michel d'Yamaska; that part of the county municipality of Abitibi bounded on the west by the west line of the townships of Gos-

Poisson, Hannotaux, Juneau, Coursol et Lacroix; la partie de la municipalité du comté de Berthier située au nord-ouest du canton de Dupont; la partie de la municipalité du comté de Joliette située au nord-ouest des cantons French et Lenoir; la partie de la municipalité du comté de Montcalm comprenant les cantons Brunet et Franchère ainsi que toute la partie située au nord-ouest de ces cantons; la partie de la municipalité du comté de Kamouraska comprenant la ville de La Pocatière, les municipalités du village de Saint-Pacôme, des paroisses de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, de Saint-Onésime d'Ixworth et de Saint-Pacôme, les municipalités de Rivière-Ouelle et de Saint-Gabriel-Lallemant ainsi que le canton Chapais et la partie du canton d'Ixworth qui n'est pas organisée en municipalité locale.

Elle comprend aussi, en plus de la ville de La Pocatière, toutes les cités et les villes situées dans ce territoire.

Zone III: Cette zone renferme le territoire des municipalités suivantes: les municipalités de comté de Bonaventure, Chicoutimi, Gaspé-Est, Gaspé-Ouest, Iles-de-la-Madeleine, Lac-Saint-Jean-Est, Lac-Saint-Jean-Ouest, Matane, Matapédia, Rimouski, Rivière-du-Loup, Témiscamingue et Témiscouata; la municipalité du comté de Saguenay et toutes les municipalités situées à l'est de la rivière Betsiamites; la municipalité du comté d'Abitibi, moins la partie comprise dans la zone II; la municipalité du comté de Kamouraska, moins la partie comprise dans la zone II.

Elle comprend aussi toutes les cités et les villes situées dans ce territoire ainsi que l'île d'Anticosti. »

Entrée en vigueur (23 sept. 1971, G.O. p. 7451).

4. La présente loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil.

selin, Douville, Buies, Provancher, Poisson, Hannotaux, Juneau, Coursol and Lacroix; that part of the county municipality of Berthier situated to the northwest of the township of Dupont; that part of the county municipality of Joliette situated to the northwest of the townships of French and Lenoir; that part of the county municipality of Montcalm comprising the townships of Brunet and Franchère and the entire part situated to the northwest of such townships; that part of the county municipality of Kamouraska comprising the town of La Pocatière, the municipalities of the village of St. Pacôme, of the parishes of St. Anne-de-la-Pocatière, St. Onésime-d'Ixworth and St. Pacôme, the municipalities of Rivière-Ouelle and St. Gabriel-Lallemant and the township of Chapais and that part of the township of Ixworth that is not organized as a local municipality.

It also comprises, in addition to the town of La Pocatière, all the cities and towns situated in such territory.

Zone III: This zone comprises the territories of the following municipalities: the county municipalities of Bonaventure, Chicoutimi, Gaspé-East, Gaspé-West, Magdalen Islands (*Iles-de-la-Madeleine*), Lac-Saint-Jean-Est, Lake St. John-West, Matane, Matapédia, Rimouski, Rivière-du-Loup, Témiscamingue and Témiscouata; the county municipality of Saguenay and all the municipalities situated to the east of the river Betsiamites; the county municipality of Abitibi, less the part comprised in zone II; the county municipality of Kamouraska, less the part comprised in zone II.

It also comprises all the cities and towns situated in such territory as well as the island of Anticosti."

4. This act shall come into force on a date to be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council.

Coming into force (Sept. 23, 1971, O.G. p. 7451).